



PRÉFET DU VAL-D'OISE

PREFECTURE

Cergy-Pontoise, le 21 NOV. 2017

DIRECTION DE LA COORDINATION  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Bureau de la coordination  
administrative

Section des installations classées

### Arrêté d'autorisation n° IC 17- 072

#### Société ORTEC GENERAL DE DEPOLLUTION (OGD) à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE

Le préfet du Val-d'Oise  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « IED » ;

**VU** le code de l'environnement et notamment l'article L.512-1 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2017 chargeant Mme Cécile DINDAR, directrice du cabinet, de l'intérim des fonctions de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise ;

**VU** le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de l'Oise en vigueur ;

**VU** le Plan régional d'élimination des déchets dangereux PLAN Version approuvée par le Conseil régional d'Ile-de-France approuvé en novembre 2009 ;

**VU** le Plan de Prévention du risque Inondation (PPRI) de la vallée de l'Oise du 28 décembre 2011 ;

**VU** le récépissé de déclaration en date du 15 janvier 2015, délivré à la société OGD au titre des rubriques n° 2515-1-c, et 2716-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le dossier déposé le 10 décembre 2015 par la société OGD, complété en dernier lieu le 21 septembre 2016, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une plate-forme de tri, transit, regroupement et traitement de terres polluées, rue des Fortes Terres à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE ;

**VU** l'étude d'impact, l'étude de dangers, les plans et renseignements produits à l'appui de la demande ;

**VU** l'avis de l'autorité environnementale du 7 octobre 2016 ;

**VU** le rapport du 7 octobre 2016 du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France déclarant le dossier de demande d'autorisation recevable et proposant la mise à l'enquête publique de la demande de la société OGD ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 portant ouverture d'enquête publique du 9 janvier 2017 au 9 février 2017 inclus ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 juin 2017 prolongeant le délai d'instruction de la demande d'autorisation d'exploiter déposée par la société OGD, pour une durée de quatre mois jusqu'au 15 octobre 2017 inclus ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2017 prolongeant ce même délai d'instruction pour une durée de trois mois jusqu'au 16 janvier 2018 inclus ;

**VU** les registres d'enquête ouverts dans les communes de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE, AUVERS-SUR-OISE, PONTOISE, MERY-SUR-OISE, ENNERY et HEROUVILLE ;

**VU** la délibération des conseils municipaux des communes concernées ;

**VU** les certificats de publication et d'affichage établis par les communes concernées ;

**VU** l'avis et les observations de la Direction départementale des territoires du Val-d'Oise - Service de l'urbanisme et de l'aménagement durable, Pôle urbanisme en date du 26 janvier 2016 ;

**VU** l'avis du Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Val-d'Oise en date du 11 février 2016 ;

**VU** l'avis et les observations émises par l'Agence régionale de santé – Délégation départementale du Val-d'Oise en date du 1er mars 2016 ;

**VU** les compléments apportés par la société OGD dans ses courriels jusqu'au 27 septembre 2017 ;

**VU** les réserves et la recommandation émises par le commissaire enquêteur dans son rapport en date du 13 mars 2017 ;

**VU** le rapport du 27 septembre 2017 du Directeur régional et Interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France ;

**VU** l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 12 octobre 2017 ;

**VU** la lettre préfectorale en date du 30 octobre 2017 adressant le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation à l'exploitant et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

**VU** le courriel en date du 13 novembre 2017 par lequel l'exploitant indique n'avoir aucune observation sur le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation ;

**CONSIDERANT** que la société OGD a déposé une demande d'autorisation d'exploiter une plateforme de tri, transit, regroupement et traitement de terres polluées, rue des Fortes Terres à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les principaux enjeux de ce type d'installation sont :

- la traçabilité des déchets.
- la gestion des eaux pluviales potentiellement polluées.
- la prévention des pollutions atmosphériques liées aux activités de traitement.
- la valorisation d'une partie des terres polluées reçues en lien avec l'augmentation des chantiers en milieu urbain.

**CONSIDERANT** que les principales observations émises lors de l'enquête publique portent sur :

- les nuisances sonores.
- les nuisances olfactives.
- les risques de pollution liés au traitement des terres.

**CONSIDERANT** l'avis favorable sous réserves et recommandation du commissaire enquêteur et les éléments de réponse apportés par l'exploitant ;

**CONSIDERANT** que les observations formulées au cours de l'enquête publique, les remarques portées dans les délibérations des conseils municipaux, et l'ensemble des propositions formulées par l'exploitant ont été retenues et prises en compte dans les prescriptions techniques annexées au présent arrêté qui prévoient notamment :

- L'absence d'installations de broyage de déchets verts et de concassage de déchets sur le site.
- La mise en place en cas de demande de l'inspection des installations classées d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation.
- La présence d'un système limitant l'envol de poussière au niveau de l'unité de criblage.
- Le bâchage des terres en cours de traitement et celles présentant des concentrations élevées en benzène et en COV.
- Le respect des normes de rejets sur les COV contenant du benzène, et mise en place de l'autosurveillance hebdomadaire des émissions en COV avec un contrôle annuel par un laboratoire agréé.
- Les mesures comparatives avant et après mise en service de l'établissement portant sur les retombées en benzène et en poussières au niveau de la commune d'Auvers-sur-Oise située dans les vents dominants.
- L'évacuation des déchets dangereux en cas d'atteinte du niveau des PEHC de l'Oise, l'arrêt d'apport de déchets en cas d'atteinte du seuil de vigilance orange et la formalisation de ces contraintes dans une procédure.



**CONSIDERANT** en conséquence que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Val-d'Oise par intérim ;

### ARRETE

**Article 1er** : La société ORTEC GENERAL DE DEPOLLUTION (OGD) dont le siège social est situé 550, rue Berthier – Parc Pichaury, 13799 AIX-EN-PROVENCE Cedex 3 est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter rue des Fortes Terres, ZI les Epluches à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE les installations précisées ci-après :

Rubrique	Régime	Désignation de la rubrique (activité)	Nature de l'installation ou de l'activité	Volume autorisé
2171	D	Fumiers, engrais et support de culture (dépôt de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole.  Le dépôt étant supérieur à 200 m <sup>3</sup> .	Stockage de coproduit (écorces, sous-produits céréalier, compost etc.)	270 m <sup>3</sup>
2515.1.a	A	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant supérieure à 550 kW.	Criblage des terres polluées	600 kW
2517	NC	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire étant inférieure à 5000 m <sup>2</sup> .	Stock de refus de crible avant valorisation ou élimination + stock de granulats de substitution	3 700 m <sup>2</sup> (6000 t de déchets inertes)
2716-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710 à 2715 et 2719.  Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>		Activité existante (2716-1 uniquement) : 999 m <sup>3</sup>  <u>Installation nouvelle</u> (en remplacement de l'activité existante)

2718-1	A	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1t.</p>	<p>Stockage pour regroupement, transit et tri analytique et mécanique par criblages des terres polluées (hors traitement in situ) + stockage avant entreposage sur l'aire de traitement biologique</p>	<p>2 000 m<sup>3</sup> (3 400 t) de stockage instantané de terres polluées (déchets dangereux et/ou non dangereux)</p> <p>71 000 t/an de terres accueillies sur site dont 50 000 t/an de terres en transit uniquement (sans traitement biologique in situ)</p>
2790-1	A	<p>Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770.</p> <p>1. Les déchets destinés à être traités contiennent des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10</p>		<p>1 000 t/j</p> <p>21 000 t/an dont 6 000 t/an de déchets dangereux</p>
2791-1	A	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p>Zone de traitement de terres polluées</p>	<p>En instantané, 3 700 m<sup>3</sup> (5 600 t) de terres en cours de traitement dont maximum 1 020 tonnes considérées comme des déchets dangereux</p>
3510	A	<p>Élimination ou valorisation de déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs activités suivantes :</p> <p>- traitement biologique</p>		
3532	A	<p>Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 t par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <p>- traitement biologique</p>		
3550	A	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire du site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte</p>	<p>Stockage instantané de terres polluées dangereuses en attente de traitement biologique in situ</p>	<p>2 000 m<sup>3</sup> soit 3 400 tonnes</p>

A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration) ou DC (Déclaration et Contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement), NC (Installations et équipements non classés)

**Article 2 :** Conformément aux dispositions des articles R.512-28 à R.512-30 du code de l'environnement, les prescriptions techniques annexées au présent arrêté sont imposées à la société OGD pour l'exploitation des installations précitées.

**Article 3 :** En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L171-8 et L173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 4 :** L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le Livre II du code du travail et aux décrets et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**Article 5 :** L'exploitant devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition des délégués de l'administration préfectorale. Une copie de l'arrêté devra être affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**Article 6 :** La présente autorisation n'est délivrée que sur le fondement du titre 1er du livre V du code de l'environnement. Elle ne dispense pas le pétitionnaire de l'obtention, le cas échéant, du permis de construire.

**Article 7 :** L'arrêté d'autorisation, cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

**Article 8 :** Si l'établissement vient à être cédé, le nouvel exploitant ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration à la préfecture dans le mois qui suit la prise de possession, en indiquant ses nom, prénoms, et domicile. S'il s'agit d'une société, sa raison sociale ou sa dénomination doit être mentionnée dans la déclaration, ainsi que son siège social et la qualité du signataire.

**Article 9 :** Conformément aux dispositions de l'article R 512-39 du code de l'environnement :

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de la mairie des communes d'AUVERS-SUR-OISE, PONTOISE, MERY-SUR-OISE, ENNERY et HEROUVILLE

Le maire de chacune de ces communes établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Préfecture du Val-d'Oise - Direction de la coordination et de l'appui territorial – Bureau de la coordination administrative – Section des installations classées.

L'arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture pendant une durée d'un an.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet et aux frais de la société dans deux journaux d'annonces légales du département du Val-d'Oise.

Une copie de l'arrêté sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.



**Article 10** : Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 Cergy-Pontoise cedex.

1°) par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié ;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté prolongé de six mois après la publication ou l'affichage de celui-ci, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois.

**Article 11** : La Secrétaire Générale de la préfecture du Val-d'Oise par intérim, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France – Unité Départementale du Val-d'Oise et les maires de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE, AUVERS-SUR-OISE, PONTOISE, MERY-SUR-OISE, ENNERY et HEROUVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de cabinet

  
Cécile DINDAR

13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100  
101  
102  
103  
104  
105  
106  
107  
108  
109  
110  
111  
112  
113  
114  
115  
116  
117  
118  
119  
120  
121  
122  
123  
124  
125  
126  
127  
128  
129  
130  
131  
132  
133  
134  
135  
136  
137  
138  
139  
140  
141  
142  
143  
144  
145  
146  
147  
148  
149  
150  
151  
152  
153  
154  
155  
156  
157  
158  
159  
160  
161  
162  
163  
164  
165  
166  
167  
168  
169  
170  
171  
172  
173  
174  
175  
176  
177  
178  
179  
180  
181  
182  
183  
184  
185  
186  
187  
188  
189  
190  
191  
192  
193  
194  
195  
196  
197  
198  
199  
200  
201  
202  
203  
204  
205  
206  
207  
208  
209  
210  
211  
212  
213  
214  
215  
216  
217  
218  
219  
220  
221  
222  
223  
224  
225  
226  
227  
228  
229  
230  
231  
232  
233  
234  
235  
236  
237  
238  
239  
240  
241  
242  
243  
244  
245  
246  
247  
248  
249  
250  
251  
252  
253  
254  
255  
256  
257  
258  
259  
260  
261  
262  
263  
264  
265  
266  
267  
268  
269  
270  
271  
272  
273  
274  
275  
276  
277  
278  
279  
280  
281  
282  
283  
284  
285  
286  
287  
288  
289  
290  
291  
292  
293  
294  
295  
296  
297  
298  
299  
300  
301  
302  
303  
304  
305  
306  
307  
308  
309  
310  
311  
312  
313  
314  
315  
316  
317  
318  
319  
320  
321  
322  
323  
324  
325  
326  
327  
328  
329  
330  
331  
332  
333  
334  
335  
336  
337  
338  
339  
340  
341  
342  
343  
344  
345  
346  
347  
348  
349  
350  
351  
352  
353  
354  
355  
356  
357  
358  
359  
360  
361  
362  
363  
364  
365  
366  
367  
368  
369  
370  
371  
372  
373  
374  
375  
376  
377  
378  
379  
380  
381  
382  
383  
384  
385  
386  
387  
388  
389  
390  
391  
392  
393  
394  
395  
396  
397  
398  
399  
400  
401  
402  
403  
404  
405  
406  
407  
408  
409  
410  
411  
412  
413  
414  
415  
416  
417  
418  
419  
420  
421  
422  
423  
424  
425  
426  
427  
428  
429  
430  
431  
432  
433  
434  
435  
436  
437  
438  
439  
440  
441  
442  
443  
444  
445  
446  
447  
448  
449  
450  
451  
452  
453  
454  
455  
456  
457  
458  
459  
460  
461  
462  
463  
464  
465  
466  
467  
468  
469  
470  
471  
472  
473  
474  
475  
476  
477  
478  
479  
480  
481  
482  
483  
484  
485  
486  
487  
488  
489  
490  
491  
492  
493  
494  
495  
496  
497  
498  
499  
500  
501  
502  
503  
504  
505  
506  
507  
508  
509  
510  
511  
512  
513  
514  
515  
516  
517  
518  
519  
520  
521  
522  
523  
524  
525  
526  
527  
528  
529  
530  
531  
532  
533  
534  
535  
536  
537  
538  
539  
540  
541  
542  
543  
544  
545  
546  
547  
548  
549  
550  
551  
552  
553  
554  
555  
556  
557  
558  
559  
560  
561  
562  
563  
564  
565  
566  
567  
568  
569  
570  
571  
572  
573  
574  
575  
576  
577  
578  
579  
580  
581  
582  
583  
584  
585  
586  
587  
588  
589  
590  
591  
592  
593  
594  
595  
596  
597  
598  
599  
600  
601  
602  
603  
604  
605  
606  
607  
608  
609  
610  
611  
612  
613  
614  
615  
616  
617  
618  
619  
620  
621  
622  
623  
624  
625  
626  
627  
628  
629  
630  
631  
632  
633  
634  
635  
636  
637  
638  
639  
640  
641  
642  
643  
644  
645  
646  
647  
648  
649  
650  
651  
652  
653  
654  
655  
656  
657  
658  
659  
660  
661  
662  
663  
664  
665  
666  
667  
668  
669  
670  
671  
672  
673  
674  
675  
676  
677  
678  
679  
680  
681  
682  
683  
684  
685  
686  
687  
688  
689  
690  
691  
692  
693  
694  
695  
696  
697  
698  
699  
700  
701  
702  
703  
704  
705  
706  
707  
708  
709  
710  
711  
712  
713  
714  
715  
716  
717  
718  
719  
720  
721  
722  
723  
724  
725  
726  
727  
728  
729  
730  
731  
732  
733  
734  
735  
736  
737  
738  
739  
740  
741  
742  
743  
744  
745  
746  
747  
748  
749  
750  
751  
752  
753  
754  
755  
756  
757  
758  
759  
760  
761  
762  
763  
764  
765  
766  
767  
768  
769  
770  
771  
772  
773  
774  
775  
776  
777  
778  
779  
780  
781  
782  
783  
784  
785  
786  
787  
788  
789  
790  
791  
792  
793  
794  
795  
796  
797  
798  
799  
800  
801  
802  
803  
804  
805  
806  
807  
808  
809  
810  
811  
812  
813  
814  
815  
816  
817  
818  
819  
820  
821  
822  
823  
824  
825  
826  
827  
828  
829  
830  
831  
832  
833  
834  
835  
836  
837  
838  
839  
840  
841  
842  
843  
844  
845  
846  
847  
848  
849  
850  
851  
852  
853  
854  
855  
856  
857  
858  
859  
860  
861  
862  
863  
864  
865  
866  
867  
868  
869  
870  
871  
872  
873  
874  
875  
876  
877  
878  
879  
880  
881  
882  
883  
884  
885  
886  
887  
888  
889  
890  
891  
892  
893  
894  
895  
896  
897  
898  
899  
900  
901  
902  
903  
904  
905  
906  
907  
908  
909  
910  
911  
912  
913  
914  
915  
916  
917  
918  
919  
920  
921  
922  
923  
924  
925  
926  
927  
928  
929  
930  
931  
932  
933  
934  
935  
936  
937  
938  
939  
940  
941  
942  
943  
944  
945  
946  
947  
948  
949  
950  
951  
952  
953  
954  
955  
956  
957  
958  
959  
960  
961  
962  
963  
964  
965  
966  
967  
968  
969  
970  
971  
972  
973  
974  
975  
976  
977  
978  
979  
980  
981  
982  
983  
984  
985  
986  
987  
988  
989  
990  
991  
992  
993  
994  
995  
996  
997  
998  
999  
1000